



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 42 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : adoption du protocole d'accord renforcé sur l'ASEAN Power Grid
- ❖ Malaisie : budget fédéral 2026 en hausse de 1,7 % par rapport à 2025
- ❖ Philippines : 4^{ème} baisse consécutive des taux directeurs de l'année 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

2,9 %

Taux de croissance du PIB
singapourien au 3^{ème}
trimestre 2025

Région

L'ASEAN renforce la coopération énergétique et les interconnexions électriques régionales

Lors de la 43^e réunion des ministres de l'énergie de l'ASEAN (AMEM) tenue les 16-17 octobre 2025 à Kuala Lumpur, les États membres ont confirmé leur engagement à renforcer l'intégration énergétique régionale. Le protocole d'accord renforcé sur l'ASEAN Power Grid (APG) a été officiellement adopté, visant à accélérer les interconnexions multilatérales et à sécuriser l'approvisionnement régional. L'APG Financing Initiative (APGF) a également été lancée : dotée de 2,5 Md USD de la Banque mondiale et soutenue par la Banque asiatique de développement (ADB) qui s'est engagée à mobiliser jusqu'à 10 Md USD sur dix ans, l'initiative doit mobiliser des capitaux publics et privés pour financer les infrastructures transfrontalières. Parallèlement, les ministres ont approuvé les Termes de référence d'un cadre juridique et technique pour les câbles électriques sous-marins, piloté par Singapour, afin de standardiser leur déploiement d'ici 2026. Ces décisions s'appuient sur des projets pilotes comme le LTMS-PIP, qui « échange » déjà 200 MW entre le Laos, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour.

Indonésie

Le gouvernement étudierait une possible baisse du taux de la TVA

Le ministre des finances Purbaya Yudhi Sadewa a indiqué cette semaine que le gouvernement étudiait la possibilité d'une baisse du taux de la TVA, afin de soutenir la consommation. Le taux est actuellement de 11 % et aurait dû être relevé à 12 % au 1^{er} janvier 2025 mais cette hausse n'a finalement été appliquée qu'aux produits de luxe. L'abaissement du taux de la TVA pèserait sur la capacité du gouvernement à accroître les recettes fiscales, alors que celles-ci se sont établies à 10,08 % du PIB en 2024, et ont reculé de 4,4 % sur les neufs premiers mois de l'année 2025 par rapport à la même période l'an passé. Le gouvernement prévoyait par ailleurs une progression de 10 % des recettes fiscales en 2026, afin de contenir le déficit public à 2,68 % du PIB (cf. Brèves de la semaine 39).

Entrée en fonctionnement de 2 GW thermoélectricité charbon supplémentaires à Banten

Les unités Jawa 9 et 10 de la centrale thermique à charbon de Suralaya, à Cilegon (province de Banten, ouest de Java), d'une capacité de 1 GW chacune, sont entrées en opération. Le développeur, Indo Raya Tenaga, une co-entreprise entre l'électricien national PLN (51 %) et le conglomérat Barito Pacific (49 %), met en avant le caractère novateur de la technologie « ultra-supercritique » utilisée, qui selon lui, permettrait une réduction de 85 % des émissions de polluants par rapport aux autres centrales à charbon en fonctionnement en Indonésie, ainsi que le fait que cette centrale thermique pourrait recourir à la co-combustion d'ammoniac.

Malaisie

Budget 2026 : une trajectoire budgétaire prudente dans un contexte de croissance modérée

Le cadre macroéconomique retenu pour l'élaboration du budget fédéral 2026 repose sur des hypothèses de croissance comprises entre 4,0 % et 5,0 % et d'inflation entre 1,3 % et 2,0 %. Le budget s'inscrit dans la continuité de celui de 2025, avec un montant global de 99,3 Md USD de dépenses (soit 20,8 % du PIB), en légère hausse (+1,7 %) par rapport au budget rectificatif 2025, et des recettes portées à 81,3 Md USD (17,0 % du PIB ; +2,7 %). Le déficit public poursuivrait ainsi sa trajectoire de réduction, à 3,5 % du PIB contre 3,8 % en 2025. Les dépenses de fonctionnement (80 Md USD) représentent 80,3 % du budget total et voient une progression continue du poids des rémunérations et retraites de la fonction publique (45 % des dépenses) ainsi que du service de la dette (17,2 %). La dotation aux subventions et aux aides sociales (14,5 % du total) diminue de 2,7 %, sous l'effet conjugué de la rationalisation des subventions sur les carburants et de la baisse des cours mondiaux du

pétrole. Dans un contexte de consolidation budgétaire et de maîtrise du déficit, les dépenses d'investissement (19,2 Md USD ; 4,0 % du PIB) restent stables et traduisent l'absence d'annonces majeures en matière de nouveaux projets d'infrastructures. Les principaux bénéficiaires sont les secteurs de l'éducation (21 Md USD), de la santé (11,2 Md USD) et des transports (5,9 Md USD). Le projet de budget malaisien 2026 reflète ainsi une volonté de consolidation budgétaire et de redistribution sociale, tout en restant confronté à l'endettement persistant et au besoin de réformes structurelles, notamment dans le domaine fiscal.

Renforcement des incitations pour la zone économique spéciale Johor–Singapour (JS-SEZ)

Le 14 octobre 2025, le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) Tengku Zafrul a annoncé un ensemble de mesures destinées accélérer le développement de la zone économique spéciale Johor–Singapour (JS-SEZ). Les procédures d'investissement seront accélérées avec la délivrance sous sept jours ouvrés des licences d'exploitation ou des avis de non-objection pour les projets manufacturiers non sensibles, contre 4 semaines auparavant. Le Fonds de co-investissement stratégique (CoSIF), créé afin d'encourager la participation des PME locales à des projets à fort impact, se voit allouer une dotation supplémentaire de 43,7 M USD aux 31 M USD initialement injectés en février dernier. Le Fonds de développement des entreprises Malaisie–Singapour (MSBDF) sera quant à lui renforcé afin de favoriser les coentreprises, les transferts technologiques et l'expansion régionale des PME malaisiennes implantées dans la JS-SEZ. Le MITI prévoit également la formation de 25 000 professionnels dans les domaines de l'intelligence artificielle, des véhicules électriques et des semi-conducteurs, grâce à un financement de 142 M USD. Depuis la signature du protocole d'accord (MoU) en janvier 2024, les entreprises singapouriennes ont investi environ 5,5 Md USD dans la JS-SEZ.

Croissance de l'indice de production industrielle portée par le secteur minier

En août 2025, l'indice de production industrielle (IPI) malaisien a augmenté de 4,9 % en g.a. (après +4,2 % en juillet), porté par la forte accélération du secteur minier (+16,8 % contre +4,3 % en juillet). La progression de la production manufacturière a été plus modérée (+2,8 % en g.a. après +4,4 %) et celle de l'électricité est restée stable (+1,6 % en g.a.). Les industries extractives bénéficient d'une nette reprise grâce à la hausse de la production de gaz naturel (+20,6 % en g.a.) et de pétrole brut et condensats (+11,4 % en g.a.). Dans le secteur manufacturier, la croissance est principalement tirée par les produits électriques et électroniques (+6,6 % en g.a.), les métaux (+3,6 % en g.a.) et les produits alimentaires, boissons et tabac (+3,4 % en g.a.).

Sur la période janvier–août 2025, l'IPI enregistre une croissance de 2,7 % en g.a, soutenue par le manufacturier (+3,9 %), tandis que le secteur minier (-1,0 %) et de l'électricité (-0,2 %) reculent légèrement.

Singapour

Ralentissement de la croissance au troisième trimestre

Singapour a enregistré une croissance du PIB de 2,9 % en glissement annuel au troisième trimestre 2025, contre 4,5 % au trimestre précédent, dépassant la prévision de 2 % des économistes sondés par Bloomberg, selon les données préliminaires du ministère du Commerce et de l'Industrie. Sur une base trimestrielle ajustée des variations saisonnières, le PIB a progressé de 1,3 %, légèrement en dessous du 1,5 % enregistré au deuxième trimestre. Le ralentissement résulte principalement d'une forte décélération dans les industries productrices de biens, qui ont cru de 0,6 % en g.a. (vs 4,8 % au Q2), la production manufacturière restant stable (+0 %) après +5 % au trimestre précédent. Le secteur de la construction a également ralenti, progressant de 3,1 %. Les services ont crû de 3,5 %, tirés par le commerce de gros et de détail et le transport/logistique (+2,5 %), ainsi que par l'informatique, la finance et les services professionnels (+4,4 %). L'hébergement, la restauration et l'immobilier ont progressé de 4,1 %.

La MAS maintient sa politique monétaire

La Monetary Authority of Singapore (MAS) a maintenu ses paramètres de politique monétaire inchangés pour le deuxième trimestre consécutif lors de sa réunion trimestrielle du 14 octobre 2025, conservant le rythme d'appréciation de la bande de change du dollar singapourien (taux de change effectif nominal) et sa largeur actuelle. La MAS a également revu à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2025, estimant la hausse des prix hors logement et transport privé à 0,5 % et l'inflation globale entre 0,5 et 1,0 %, contre 0,5-1,5 % auparavant pour les deux mesures. La banque centrale se dit prête à « réagir efficacement à tout risque pour la stabilité des prix à moyen terme », signalant sa volonté de conserver de la marge de manœuvre pour 2026.

Singapour et la Malaisie renforcent leur coopération énergétique

L'Energy Market Authority (EMA) a accordé une approbation conditionnelle à Sembcorp Utilities pour importer 1 GW d'électricité bas-carbone, principalement issue de l'hydroélectricité de l'État de Sarawak, un projet prévu pour entrer en service autour de 2035. Parallèlement, trois entreprises – Singapore Energy Interconnections (SGEI), SP Group et Tenaga Nasional Berhad – ont signé un accord conjoint pour étudier la faisabilité d'une interconnexion de 2 GW entre Singapour et la péninsule malaise, ce qui constituerait la deuxième interconnexion électrique entre les deux pays, la première permettant déjà 1 GW d'échanges. Ces projets s'inscrivent dans l'objectif de Singapour d'importer 6 GW d'électricité bas-carbone d'ici 2035, après avoir accordé des approbations et licences conditionnelles pour 7,35 GW de projets depuis l'Indonésie, le

Vietnam

Les profits des banques vietnamiennes en progression grâce à une forte croissance du crédit

Selon la MB Securities JSC, une des 6 principales banques d'affaires vietnamiennes, au troisième trimestre 2025, les banques vietnamiennes ont enregistré une hausse significative de leurs bénéfices, en progression d'environ 21,5 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette performance s'explique par une marge nette d'intérêts stable (différence entre les revenus d'intérêts générés par les actifs tels que les prêts et les intérêts versés sur les passifs, comme les dépôts) et par une croissance soutenue du crédit, en hausse de 4,6 % au T3 par rapport au T2 et de 14,8 % en g.a depuis le début de l'année. L'augmentation du recours aux prêts à la consommation et aux prêts immobiliers s'expliquent par la faiblesse des taux d'intérêts (environ 4,50 % en octobre 2025). Les banques privées affichent une croissance du crédit plus rapide que les banques publiques. Les établissements comme Nam A Bank, HDBank, VPBank et VietinBank figurent parmi ceux ayant connu les plus fortes augmentations de bénéfices.

EVN et le MoIT mettent en place un mécanisme pilote de révision des prix de l'électricité

Suite aux priorités soulevées par la résolution no. 70 du Politburo sur la sécurité énergétique, le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a donné pour instruction au groupe Electricité du Vietnam (EVN) de travailler à une nouvelle tarification de l'électricité. Ainsi, le groupe public a annoncé le 10 octobre dernier la mise en place d'un projet pilote pour les clients industriels. Le nouveau tarif prendra en compte deux composantes : la capacité totale du réseau (qui nécessite des coûts d'entretien et de développement) et l'énergie réellement consommée par le client. Encore non appliqué, celui-ci se traduira à ce stade par la transmission à chaque entreprise d'une comparaison entre les anciens et nouveaux tarifs, à des fins d'information. Le ministre Nguyen Hong Dien du MoIT a demandé que ce mécanisme puisse être généralisé à partir du 1er janvier 2026. La croissance des prix de l'électricité est un sujet sensible au Vietnam. Servant à la fois d'outil de régulation économique et social pour le gouvernement, il fait l'objet de tensions entre le besoin de conserver une tarification attractive pour encourager le développement industriel d'une part, et la nécessité impérieuse de couvrir les investissements dans le réseau d'autre part. Néanmoins, une réforme de fond apparaît comme nécessaire. EVN a annoncé début mai 2025 une augmentation de 4,8 % du prix de l'électricité, la quatrième depuis 2023, et la deuxième aussi proche du seuil de 5 %, maximum qui peut être décidé seul par l'entreprise (toute hausse supérieure doit être approuvée par le MoIT ou le gouvernement). Cela a poussé de nombreux secteurs à adapter leur production, ces

hausse se répercutant sur les produits finaux, et à demander une plus grande transparence et stabilité sur les prix.

Le projet ferroviaire Ho Chi Minh-Ville – Can Tho se précise

Tuoi Tre est revenu cette semaine sur le projet de ligne ferroviaire devant relier Ho Chi Minh-Ville à Can Tho, principale ville de la région du delta du Mékong. Selon une étude de faisabilité dévoilée début octobre, la ligne d'une longueur de 175,2 km pourrait relier 12 stations, avec la possibilité d'une extension ultérieure portant le total à 16 stations à travers 5 provinces. Prévue pour être à écartement standard, la ligne accueillerait des passagers et du fret ferroviaire pour une vitesse maximale de 160 km/h. Evoqué depuis 2009, le projet avait à l'époque fait l'objet d'une étude de faisabilité en partenariat avec la Corée du Sud – les représentants de l'ambassade ont d'ailleurs renouvelé publiquement leur intérêt à ce sujet en début d'année. Toutefois, comme pour la ligne reliant Hanoï à Ho Chi Minh-Ville, les modalités de financement restent encore à définir et de nombreuses incertitudes persistent sur le projet. Estimé initialement à 4 Md USD, plusieurs sources font état d'un budget nécessaire de 9 Md USD, bien qu'il n'existe pas encore d'estimation gouvernementale officielle. Plusieurs entreprises comme Becamex (SOE multisectorielle appartenant au comité populaire de Ho Chi Minh-Ville) ou CT Group (entreprise privée du secteur de l'immobilier se développant également dans le domaine des nouvelles technologies) ont mentionné un intérêt préliminaire, quoique sur des propositions et modalités différentes. L'étude de faisabilité a été transmise au ministère de la Construction pour étude. S'il est présenté et approuvé par l'Assemblée nationale lors de la prochaine session qui ouvrira le 20 octobre prochain, le chantier pourrait débuter en 2027 et se terminer en 2035.

VinFast noue un partenariat pour proposer un programme de financement pour l'achat de scooters électriques

Dans un communiqué publié dans VietnamNews, VinFast a annoncé le lancement d'un partenariat avec FE Credit, organisme de financement appartenant à VP Bank et au groupe japonais Sumitomo Mitsui. Selon les modalités dévoilées par la marque vietnamienne, cette offre permettrait le financement de l'achat d'un scooter sans apport, avec une réduction de 10 % sur le prix de vente, des mensualités flexibles sur 6 à 36 mois et un taux d'intérêt débutant à 0,46 %. Cette annonce s'inscrit dans les efforts de sobriété énergétique annoncé par le Vietnam. Les autorités souhaitent interdire progressivement les scooters thermiques dans Hanoi (à partir de juillet 2026) et Ho Chi Minh-Ville (qui annonce interdire les VTC utilisant des véhicules thermiques à partir de 2026). Elle est également stratégique pour Vinfast qui doit consolider ses parts de marché sur un secteur de plus en plus concurrentiel, notamment en termes de prix.

Thaïlande

Année fiscale 2026 : approbation de 8,2 Md USD d'investissement pour les entreprises publiques

Le cabinet du Premier ministre a approuvé un cadre d'investissement de 8,2 Md USD (265,6 Md THB) pour 51 entreprises publiques. Leur budget de fonctionnement est par ailleurs fixé à 45 Md USD (1 479 Md THB). Le budget d'investissement des entreprises publiques est concentré sur le secteur énergétique (38,8 %) et des transports (37,7 %). Ainsi, les principaux projets soutenus sont (i) l'amélioration du système de transport d'énergie dans les régions du Nord-Est, Nord Centre et de Bangkok par EGAT pour 138 M USD (4,5 Md THB) (ii) la ligne LGV en coopération avec la Chine par SRT pour 362 M USD (11,8 Md THB) (iii) la ligne Violette du métro de Bangkok par MRTA pour 347 M USD (11,3 Md THB) et (iv) le projet d'autoroute Rama III-Dao Khanong-Route de contournement ouest par EXAT pour 116 M USD (3,8 Md THB).

Premier rachat public de créance douteuse en octobre et réforme fiscale sur fond de diminution des recettes en exécution pour l'année fiscale 2025

Le programme de rachat public des créances douteuses des ménages a débuté, avec une première acquisition pour 307 M USD (10 Md THB) prévue en octobre. Ce programme est budgétairement neutre, car financé par les fonds restants du projet de restructuration de dettes Khun Su Rao Chuay (cf. Brèves de la semaine 40). L'annonce de ce premier rachat a été accueillie par un rebond de +1,00 % de l'indice boursier thaïlandais de référence SET, le plus fort depuis le 4 février 2025. Par ailleurs, le ministère des Finances Ekniti élabore un projet de réforme fiscale, qui prévoit une révision à la baisse de certaines déductions et l'amélioration de la collecte des impôts. En effet, les recettes en exécution sur les 11 premiers mois de l'année fiscale 2025 (2 504 Md THB) sont inférieures de -1,3 % aux recettes prévues (2 538 Md THB). En cause selon le Ministre, la transition du parc automobile vers les véhicules électriques, soumis à des taxes d'accise allégées, et des recettes de TVA sur les importations inférieures aux attentes.

Accélération des mesures d'attractivité de BOI sous l'impulsion du gouvernement Anutin

Le Board of Investment (BoI) a annoncé un renforcement des exonérations fiscales et des facilitations administratives sur les 4 prochains mois, dans l'objectif de concrétiser l'approbation de 70 projets pour 9 Md USD (300 Md THB) déposés au cours des deux dernières années auprès de BOI. Par ailleurs, un nouveau dispositif de formation de 100 000 personnes vers des emplois industriels doit être mis en place, et comprend des formations « bootcamp », des cours en ligne et des stages en usine. Ce dispositif doit concerner des secteurs porteurs tels que les énergies vertes, les semi-conducteurs, les véhicules électriques, les circuits imprimés (PCB), les biotechnologies, et l'IA.

Philippines

La banque centrale philippine (BSP) baisse ses taux directeurs pour la quatrième fois consécutive depuis le début de l'année 2025

La BSP a de nouveau baissé ses taux directeurs de 25 ppb à 4,75%, pour la quatrième fois consécutive depuis le début de l'année 2025. Cette nouvelle baisse est motivée par des résultats décevants en termes de croissance pour l'année 2025 (5,4% au S1 2025 en deçà de l'objectif de 5,5% fixé par le gouvernement). Pour soutenir la demande et la croissance, la BSP choisit à nouveau l'arme monétaire à la faveur d'un contexte persistant de faible inflation : avec un taux à 1,7%, le mois de septembre est le 7ème mois consécutif où l'objectif d'inflation fixé par la BSP (2-4%) n'est pas atteint. Suite à cette nouvelle baisse, les taux directeurs sont ainsi redescendus à leur plus bas niveau depuis octobre 2022. Le gouverneur de la BSP a déclaré vouloir soutenir l'économie philippine actuellement fragilisée par une perte de confiance des investisseurs face aux récents scandales de corruption. Il a également annoncé déjà envisager une prochaine baisse des taux en décembre 2025.

Les transferts de fond des travailleurs philippins résidant à l'étranger poursuivent leur progression en août 2025 avec une hausse de 3,2% en g.a

Selon la banque centrale philippine (BSP), les transferts monétaires des travailleurs philippins résidant à l'étranger ont continué d'augmenter en août 2025 (+3,2% en g.a). De janvier à août 2025, les transferts de fond ont ainsi augmenté de 3,1%, en g.a, pour un total de 22,9 Md USD contre un total de 22,2 Md USD sur la même période en 2024. Cette augmentation s'est notamment faite à la faveur de la dépréciation du peso en 2025 contre le dollar et le dollar singapourien (les monnaies des deux premiers pays sources des transferts de fonds). Avec un secteur industriel très peu développé, l'économie philippine et sa croissance dépendent, en effet, structurellement de l'expatriation des travailleurs philippins à l'étranger et du travail en mer (20% des transferts en moyenne) : en 2024 leurs transferts de fonds représentaient 8,3% du PIB.

Le taux brut de prêts non performants atteint 3,5% en août 2025, son niveau le plus élevé depuis 9 mois

Le taux brut de prêts non performants - correspondant aux prêts dont le remboursement accuse un retard supérieur à 90 jours - a atteint en août 2025 son plus haut niveau en neuf mois (3,5%). Le taux augmente ainsi de 0,1% par rapport au mois précédent, mais reste inférieur à son niveau d'août 2024 (3,59%). La valeur totale des prêts non-performants atteint ainsi 9,0 Md USD en août (+7,3% en g.a). Avec un taux moyen de 3,4% depuis janvier 2025, les Philippines se placent en tête du classement des pays de l'ASEAN 5 sur 2025.

Cambodge

Prince, roi de l'arnaque ?

Un acte d'accusation a été rendu public devant un tribunal fédéral de Brooklyn visant le ressortissant cambodgien Chen Zhi, fondateur et président du Prince Group, conglomérat basé au Cambodge. Il est accusé de complot de fraude en ligne et de blanchiment d'argent, pour avoir dirigé des activités de cyber-escroquerie impliquant du travail forcé dans plusieurs sites du Royaume. Ces réseaux auraient contraint des individus à mener des fraudes aux investissements en cryptomonnaies, ayant causé des pertes de plusieurs milliards de dollars à des victimes aux États-Unis en particulier. Actuellement en fuite, Chen Zhi et 15 complices ainsi que 128 entreprises qui leur sont reliées sont frappées de sanctions par le Trésor américain. Une plainte pour confiscation civile portant sur 127 271 bitcoins (environ 15 Md USD) a également été déposée. Cette affaire intervient alors que le Cambodge annonce mener une répression d'ampleur nationale contre les réseaux de cyber-escroquerie. Selon les autorités, près de 4 000 suspects ont été arrêtés et 92 complexes perquisitionnés dans 18 provinces depuis le 27 juin. Toutefois, la liquidation de toutes ces activités illicites pourrait encore prendre un certain temps.

Résilience made in Cambodia

Alors même que l'industrie du vêtement et du textile fait face à des incertitudes liées aux évolutions des politiques commerciales mondiales, le Cambodge enregistre une solide performance dans le secteur. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les exportations de vêtements, de chaussures et d'articles de voyage (GFT) ont atteint 11,8 Md USD, soit une hausse de 16 % par rapport à la même période en 2023. Ce secteur est crucial pour l'économie nationale : il contribue à environ 10 % du PIB et emploie près d'un million de personnes. Dans le détail, les exportations de vêtements et textiles ont atteint près de 9 Md USD (+16,8 %), celles de chaussures environ 1,5 Md (+26,7 %), tandis que celles des articles de voyage représentaient 1,6 Md (- 4,8 %). Le GFT représente ainsi près de 53 % de la valeur totale des exportations du pays (22,3 Md USD entre janvier et septembre). Cette bonne performance suggère que le tarif de 19 %, appliqué après la fin du régime préférentiel par les États Unis, reste gérable pour les exportateurs cambodgiens, qui semblent réussir à s'adapter sans perte majeure de compétitivité. Des ajustements pourraient toutefois apparaître en fonction du niveau de gamme des produits. Les produits les moins élaborés pourraient finir par souffrir du droit de douane additionnel américain de 19 %.

Le Cambodge mieux connecté

Le ministère cambodgien des Travaux publics et des Transports a conclu un accord de 2,37 M USD avec le consortium KCI-BOTEK JV, regroupant KCleng Co. Ltd (Corée du Sud) et BOTEK Bosphorus Technical Consulting Corporation (Turquie), pour accélérer la mise en œuvre du projet d'amélioration de la connectivité transfrontalière (3CEP). Ce projet a pour objectif de moderniser les infrastructures routières reliant les provinces du nord-est du Cambodge au Vietnam et au Laos, afin de renforcer la connectivité régionale, réduire les coûts logistiques et soutenir la compétitivité commerciale. Cet accord s'inscrit dans le cadre plus large du Comprehensive Master Plan on the Cambodian Transit and Logistic System (2023-2033), élaboré par le ministère. Ce plan directeur constitue une feuille de route nationale pour le développement du réseau de transport sur la prochaine décennie (bien plus, en réalité, tant ce plan est ambitieux). Il recense 174 projets d'infrastructures, représentant un investissement total estimé à près de 37 Md USD (valeur 2023), soit l'équivalent de plus de 80 % du PIB cambodgien. Tous ne seront naturellement pas mis en œuvre d'ici 2030, tant pour des questions budgétaires que de priorisation des projets.

Laos

A vau l'eau !

Le ministre des travaux publics et des transports a dévoilé le schéma directeur pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain (2026-2030). A cette occasion, il a fait part de l'ambition que 90 % de la population urbaine soient raccordés à l'eau courante. Il a décliné l'objectif en 232 usines de traitement de l'eau (+16 %) et la production 883 000 m³/jour (+16,3 %). Ce léger effort de productivité sera complété d'une réduction de l'« eau non facturée ». En effet, M. Leklai Sivilay a encore précisé que les pertes d'eau devraient être réduites à 25 % en milieu urbain (contre 35 %) ; et 15 % en milieu rural (contre 25 %). Cela représenterait d'importants progrès, mais ces pertes en eau resteraient très élevées. Des investissements sont donc nécessaires dans les réseaux d'adduction et plus sûrement de distribution. Sans doute faudrait-il adresser à des entreprises capables de cibler les principales fuites et d'y apporter des réponses. Plus d'une entreprise française a ce savoir-faire.

Des entreprises mieux gérées ?

C'est connu, la gestion des entreprises publiques est complexe au Laos. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs accumulé des dettes abyssales (ainsi d'EDL, l'électricien national, dont l'endettement dépasse 50 % du PIB). Des réformes sont en cours, comme la refonte des tarifs de l'électricité, le transfert de la gestion des entreprises publiques à un organisme placé sous l'autorité du comité central du Parti (Office of the State Enterprise Reform Committee). Les entreprises privées connaissent aussi quelques difficultés. De manière structurelle, constatant que 130 000 d'entre elles ne

tiennent pas de comptabilité, le ministère des finances appelle à une évolution. Disposer d'une comptabilité précise est un facteur de transparence et d'efficacité ; de meilleure perception de l'impôt aussi. C'est un objectif plus que légitime alors que les recettes fiscales laotiennes restent faibles (10,6 % du PIB) pour faire face aux besoins des systèmes de santé et d'éducation, en particulier. Pas sûr que les habitudes changent du jour au lendemain, y compris pour les entreprises publiques (dont la gestion a bien souvent souffert d'interférences politiques).

Birmanie

La junte invite le pétrolier thaïlandais PTT à investir dans les projets LNG de Kanpauk

Le 10 octobre 2025, U Ko Ko Lwin, ministre de l'Énergie de la junte birmane, s'est entretenu avec Montri Ra - wanchaikul, PDG de la branche « exploration et production » de PTT à Naypyidaw. PTT a été invité à investir dans les projets de gaz naturel liquéfiés (LNG) de Kanpauk, dans la région de Taninthayi, qui incluent importation, stockage et distribution, et seraient destinés à alimenter les marchés birmans et thaïlandais. PTT aurait également présenté au Ministre ses plans visant à forer de nouveaux puits dans les champs gaziers Yadana et Zawtika afin d'augmenter leur production et aurait fait part des progrès dans le projet d'accord pour de prochains projets offshore. Par ailleurs, le ministre de l'Énergie a appelé à la poursuite des efforts pour démarrer la production de gaz naturel dans les nouveaux puits du projet Zawtika début 2026 et obtenir le premier gaz du projet offshore Aung Thein Kha d'ici 2028, en support à la production locale d'électricité. Pour contexte, les exportations de gaz naturel birmanes vers la Thaïlande ont baissé de -20 % sur le S1 2025, à 423 pieds cubes par jour en moyenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr